



DECLARATION INTERSYNDICALE

CDAS DU 28/09/2021

Monsieur le Président,

L'intersyndicale du Comité Départemental d'Action Sociale (CDAS) de Seine-Maritime apprécie que la réunion de ce jour puisse enfin se tenir en « présentiel ».

Lors du dernier CDAS, l'intersyndicale de Seine-Maritime avait noté que seuls deux membres de l'Administration étaient présents laissant entrevoir le peu d'intérêt que semblait afficher la parité administrative pour l'Action Sociale du département.

L'intersyndicale 76 est consternée de voir que la situation n'a pas évolué et que les représentants de l'Administration sont toujours aussi peu nombreux.

Lors de cette dernière année, la crise sanitaire a creusé les inégalités. Le chômage partiel a principalement touché les ouvriers (54%) et les employés (36%).

Dans ce contexte, l'INSEE attire l'attention sur un fort risque de pauvreté pour les enfants issus de familles où les parents n'ont pas d'emploi.

A la DGFIP, les réformes se sont poursuivies avec notamment la mise en place du « Nouveau Réseau de Proximité ».

Fusions, concentrations de services, créations de services nationaux en soutien à ces mêmes services fusionnés, dématérialisation et taylorisation des missions se sont accrues.

La proximité affichée s'avère un éloignement des services avec toutes les conséquences que subissent et vont subir tous les contribuables, ainsi que les agents.

A cela s'ajoute l'absence d'augmentation significative du point d'indice depuis plus de dix ans, ce qui entraîne une baisse constante du pouvoir d'achat des agents du ministère.

Les augmentations actuelles du coût de l'énergie (gaz, électricité et carburant) ainsi que des loyers risquent d'accroître encore un peu plus les difficultés rencontrées par les familles les plus modestes.

A la convocation de la réunion de ce jour, vous nous joignez un relevé de conclusions du CNAS du 08/07/2021 qui ne concerne pas directement le CDAS du 76. Vous trouverez annexés à notre liminaire, les compte rendus de nos organisations nationales.

Cependant, l'intersyndicale de Seine-Maritime souhaiterait avoir des éléments d'information sur le groupe du travail qui s'est tenu le 21/09/2021 et sur le projet affiché de « régionalisation » de l'Action Sociale.

L'intersyndicale 76 souligne une nouvelle fois le caractère indispensable d'un réseau de proximité départemental au plus près des besoins des agents.

Sur la vente de nombreuses résidences de l'EPAF, l'intersyndicale 76 constate que l'offre de résidences se trouve drastiquement restreinte avec la vente d'une liste interminable de résidences de vacances d'une valeur inestimable (Chateau de Ballan-Miré, Brehat, Cap-Ferret, Chatel, Embrun, Saint Raphael, Targassonne, etc...), autant de disparitions de sites à l'instar des fermetures de services à la DGFIP.

En matière de restauration collective, la crise sanitaire a aggravé leur situation financière. S'agissant du projet de fusion entre le restaurant administratif de la Prefecture et l'Agria, l'intersyndicale 76 veillera à ce que la fusion n'entraîne pas d'incidence négative pour les usagers (maintien de la qualité des repas sans augmentation tarifaire) et les agents de ces associations (pas de licenciement et éviter la précarisation des postes).

Par ailleurs, l'intersyndicale 76 a lu avec attention le compte rendu d'activité 2020 du service social de Seine-Maritime.

Compte tenu de la situation sanitaire et de l'isolement de nombreux agents, l'intersyndicale 76 s'étonne que dans un tel contexte, dès la mi-mars 2020, les assistantes de service social ont été positionnées en télétravail en mode « dégradé », sans accès à l'application SISS (système d'information du service social) et donc aux dossiers sociaux et sans accès à leur documentation professionnelle.

L'absence d'un accès à leur logiciel a ainsi limité les mises à disposition, alors que le confinement impliquait de maintenir un lien social plus fort pour les personnes fragiles et isolées.

Les effets du confinement ont provoqué une baisse significative des interventions des assistantes sociales sur le volet professionnel (hausse des souffrances psychiques et tensions familiales).

Et pourtant, si l'on détaille les différentes problématiques traitées lors des entretiens téléphoniques en 2020, les assistantes sociales constatent une évolution des demandes au fil des années.

Le domaine vie professionnelle, en augmentation constante depuis quelques années, devient pour la première fois, en 2020, le principal motif d'intervention pour la DGFIP (devant les problématiques de santé, de vie familiale, de logement ou de budget).

Les assistantes sociales indiquent clairement que la mise en place du nouveau réseau de proximité à la DGFIP (NRP), les réorganisations de services et la dégradation des conditions de travail sont des éléments importants à prendre en compte.

Monsieur le Président, les organisations syndicales alertent depuis de nombreuses années sur des situations de souffrance et de mal être au travail, de collègues désabusés par des réformes qu'ils désapprouvent massivement, des collègues déprimés, dépressifs, parfois en situation de burn-out.

Des collègues désarmés face à des problèmes d'organisation, qui se trouvent confrontés à des conditions de travail difficiles provoquant ainsi une perte de sens dans le travail.

Les craintes sont désormais des faits douloureux retranscrits dans ce rapport 2020 du service social.

Comment la DGFIP peut-elle continuer aveuglément la mise en place de son pseudo « nouveau réseau de proximité » qui n'a pour réelle finalité que de détruire des services, des emplois avec pour conséquences la dégradation de la santé de ses agents.

Plus que jamais, l'intersyndicale de Seine-Maritime insiste sur le rôle essentiel de l'Action Sociale en matière de santé, de restauration, de logement, d'aide à la petite enfance et de vacances et loisirs.

Plus que jamais, les agents ont besoin du soutien des différents services de l'Action Sociale.

Pour la Secrétaire générale, notre action sociale est enviée par les autres ministères ! Elle serait performante ! Est-ce pour cela que notre ministère fait tant pour la détruire méthodiquement ?

Nous ne demandons pas à l'action sociale d'être performante mais de répondre aux besoins de tous les agents actifs et retraités.

Rappelons encore une fois, que cette action sociale que nous avons aujourd'hui n'est pas sortie du chapeau d'un magicien, mais de la lutte des agents de finances depuis de nombreuses années.

Battons nous pour la garder !